

DÉPARTEMENT DE L'ESSONNE
VILLE DE GRIGNY
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
ET DES DÉCISIONS DU MAIRE

DDM-2022-173 :

Date : 26/08/2022

Objet : Conclusion
d'un contrat de cession
du droit d'exploitation
d'un spectacle à
l'occasion de « Mon
festival 2022 » au Parc
des sports le 26 et 27
août 2022

Publiée le

31 AOÛT 2022

En application de la délibération du Conseil Municipal DEL-2020-0035 en date du 27 mai 2020, portant délégation d'attributions au Maire, conformément aux dispositions des articles L.2122-22 et L.2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Maire de Grigny,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2122-22 et L.2122-23,

Vu le Code de la commande publique et son article R.2122-8,

Considérant la politique culturelle de la ville de Grigny,

Considérant les termes du contrat de cession d'un concert formulé par la société « Envol Production », représentée par son Gérant, Monsieur Ely VALLE CANAS, sise 14 bis rue Vert Galand à LE MANS (72000), à la commune de Grigny, représentée par son Maire, Monsieur Philippe RIO, sise 19 route de Corbeil à GRIGNY (91350),

Décide,

D'accepter la proposition de la société « ENVOL PROD » pour la réalisation du concert **Gaz Mawette, Toofan, Lucenzo, S.D.M, Central Cee** le vendredi 26 et samedi 27 août 2022 à partir de 19h00 au Parc des sports rue Condorcet à l'occasion de « Mon Festival 2022 »,

De signer le contrat de cession de spectacle joint à la présente pour un montant global et forfaitaire de 95 000,00 € TTC,

Précise que le contrat prend effet à sa date de notification et se termine à l'issue de la représentation,

Dit que les crédits sont inscrits au budget communal,

Précise que la présente décision sera transmise au représentant de l'État et inscrite au registre des délibérations, qu'un extrait en sera publié sur le site internet de la Ville, et qu'elle fera l'objet d'un compte rendu lors du prochain Conseil Municipal.



Le Maire,


Philippe RIO

La présente décision pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter de sa notification

Envoyé en préfecture le 31/08/2022

Reçu en préfecture le 31/08/2022

Affiché le



ID : 091-219102860-20220831-DDM_2022_173_1-AR

